

Observatoire statistique transfrontalier de l'espace franco-valdo-genevois

Dynamismes économique et démographique
caractérisent toujours l'agglomération
transfrontalière genevoise

Synthèse 2008

Sommaire

En bref

Dynamismes économique et démographique caractérisent toujours l'agglomération transfrontalière genevoise

2 | 3

Panorama

Emploi

4 | 5

4 | 5

Actifs étrangers en Suisse

4 | 5

Salaires versés en Suisse

6 | 7

Population

8 | 9

Logement

12 | 13

Logement social

12 | 13

Chômage

14 | 15

Aide sociale

14 | 15

Déplacements

14 | 15

Formation

18 | 19

Projections démographiques 2005-2030

Projections pour l'agglomération franco-valdo-genevoise

20 | 21

Contexte démographique : trois particularités

20 | 21

Hypothèses et scénarios

20 | 21

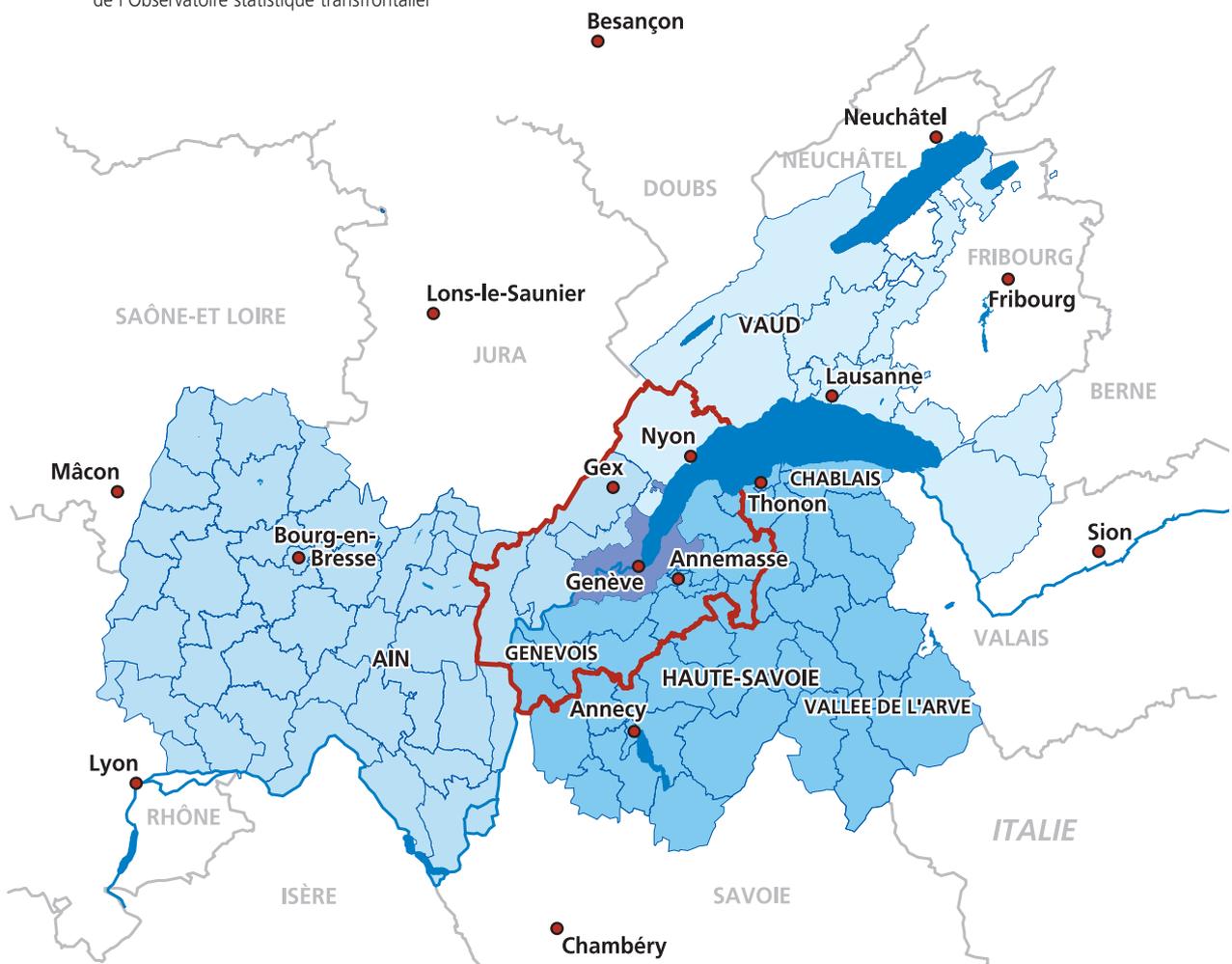
Principaux résultats

24 | 25

Chiffres arrêtés au 30 juin 2008

Espace transfrontalier : quatre territoires

-  Département de l'Ain
-  Département de la Haute-Savoie
-  Canton de Genève
-  Canton de Vaud
-  Limite des cantons (France) ou districts (Vaud)
-  Agglomération transfrontalière : périmètre d'étude de l'Observatoire statistique transfrontalier





Dynamismes économique et démographique caractérisent toujours l'agglomération transfrontalière genevoise

En 2007, comme lors des deux années précédentes, le haut niveau de la conjoncture économique imprime son rythme à la vie de la région transfrontalière franco-valdo-genevoise.

L'emploi se porte bien dans l'agglomération transfrontalière. Côté suisse, la machine économique tourne toujours à un régime élevé. Côté français, la conjoncture a regagné sa vivacité.

La Suisse reste extrêmement attractive. Favorisée par les accords bilatéraux et la libéralisation toujours plus grande du marché du travail, l'augmentation simultanée du nombre des actifs immigrant en Suisse, des frontaliers et des travailleurs «tenus de s'annoncer» en témoigne. Malgré un taux d'accroissement plus faible que dans le reste de la Suisse en 2007, les cantons de Genève et de Vaud enregistrent le nombre d'entrées d'actifs en provenance de l'Union européenne le plus important.

Dans les deux cantons de Genève et de Vaud, l'effectif des titulaires d'un permis frontalier continue sa progression marquée. A mi-2008, on compte presque 52 000 frontaliers actifs à Genève et 16 000 dans le canton de Vaud. Ces deux cantons emploient un tiers des frontaliers de Suisse. Dans le canton de Genève, qui en représente à lui seul un quart, contre un peu plus d'un cinquième dans les deux demi-cantons de Bâle, leur nombre augmente plus fortement et régulièrement que partout ailleurs depuis 2001.

Le marché de l'emploi genevois recrute toujours plus loin. Certes, la plupart des frontaliers résident aux abords de leur lieu de travail, à proximité de la frontière et c'est là que l'on enregistre les plus forts accroissements des effectifs. En cinq ans, le trio Annemasse-Gaillard-Saint-Julien-en-Genevois a "absorbé" près de 5 000 frontaliers. Mais, en termes relatifs, les plus fortes progressions sont observées du côté de la vallée de l'Arve, à l'est, et du côté d'Annecy, au sud. En 2007, dans presque toutes les communes de Haute-Savoie, réside au moins un frontalier titulaire d'un permis délivré dans le canton de Genève. La dissémination est patente aussi dans l'Ain, se faisant maintenant plus sensible du côté d'Oyonnax et Nantua, de Culoz et de Seyssel, de Belley et même d'Ambérieu. Des "navetteurs" prennent le train à Aix-les-Bains ou Chambéry pour se rendre à Genève.

La bonne santé économique générale contribue à réduire le phénomène du chômage dans la région transfrontalière, même s'il résiste davantage dans le canton très urbain de Genève en 2007. Le nombre des "chômeurs frontaliers", généralement plus qualifiés et plus âgés que l'ensemble des chômeurs indemnisés dans l'Ain et la Haute-Savoie, se replie légèrement pour la première fois depuis 2001.

L'attractivité économique se traduit aussi en termes d'accroissements de population. Dans l'espace transfrontalier, l'agglomération franco-valdo-genevoise fait preuve d'un dynamisme démographique particulier. Pour offrir des points de repère à la réflexion prospective des décideurs transfrontaliers, l'Observatoire statistique transfrontalier a réalisé des projections démographiques dont cette Synthèse 2008 livre les principales conclusions. A l'horizon 2030, elles mettent en particulier en évidence le développement fort de la périphérie (Genevois français de l'Ain et de la Haute-Savoie et district de Nyon) quelles que soient les hypothèses retenues; elles soulignent qu'à périmètre constant, l'agglomération garde un poids égal dans l'espace transfrontalier; enfin, elles attirent l'attention sur la tendance inéluctable au vieillissement de sa population, malgré les apports migratoires.

Panorama

Emploi

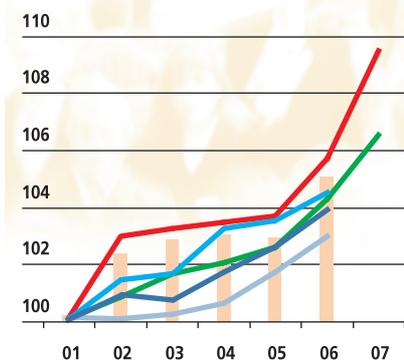
En 2006 (année des derniers chiffres communs disponibles), l'emploi total est en nette hausse (+ 2,1%) dans l'agglomération franco-valdo-genevoise (canton de Genève et zone d'emploi du Genevois français, sans le district de Nyon en raison de l'absence de données). L'augmentation est un peu plus marquée dans la zone d'emploi du Genevois français (+ 2,6%) que dans le canton de Genève (+ 1,9%). Au total, l'agglomération emploie un peu plus de 320 000 personnes fin 2006.

En 2006, l'emploi s'oriente également à la hausse dans la zone d'emploi d'Annecy (+ 1,1%). En revanche, il recule dans celle de la Vallée de l'Arve (- 0,5%) et, surtout, dans la zone d'emploi du Chablais (- 1,5%), la plus dynamique de la région jusqu'alors. Dans le canton de Vaud, l'emploi progresse de 1,7% en 2006.

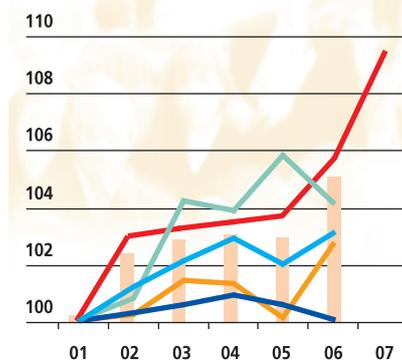
En 2007, le mouvement haussier se poursuit. Selon les données disponibles sur l'emploi salarié seulement, la croissance se raffermie en Rhône-Alpes, dans une mesure toutefois moindre dans l'Ain et la Haute-Savoie. L'augmentation est de 3,6% à Genève et de 2,1% dans le canton de Vaud (+ 2,7% à l'échelon national). Pour la première partie de l'année 2008, cette tendance se confirme, le marché de l'emploi genevois montrant un dynamisme tout particulier.

Conformément aux mesures de libre circulation des personnes instaurées par les accords bilatéraux, les travailleurs établis en Suisse et les ressortissants de l'UE et de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ont dorénavant les mêmes droits sur le marché du travail. Depuis le 1^{er} juin 2004, date de l'entrée en vigueur progressive de ces mesures, les cantons

Emploi total dans l'espace transfrontalier (2001=100)



Emploi total dans l'agglomération genevoise transfrontalière (2001=100)



Population active en Suisse selon le lieu de résidence

Population active en Suisse résidant...			
dans l'Union européenne		en Suisse	
Frontaliers (au sens large) ¹	Travailleurs annoncés ²	non permanente ³	permanente ⁴
			Etrangers
			Suisses

1 Titulaires d'un permis correspondant, Suisses résidant en France, fonctionnaires internationaux.

2 Annonces pour des activités lucratives de moins de 90 jours (maximum de 90 jours de travail par année et par personne).

3 Titulaires d'un permis pour une période de moins de 12 mois.

4 Titulaires d'un permis pour une période de 12 mois ou plus, ou personnes de nationalité suisse.

de Genève et de Vaud ont connu, proportionnellement à leur population, le plus grand nombre d'entrées d'actifs de l'UE/AELE de tous les cantons suisses. Malgré une augmentation moins prononcée des entrées d'actifs que dans le reste de la Suisse, l'attractivité de ces deux cantons se confirme en 2007.

En 2007, 65 500 entrées en Suisse de ressortissants de l'UE/AELE faisant partie de la *population permanente* (permis valables pour une période de 12 mois ou plus) ont été enregistrées. Le canton de Vaud en compte 6 000 (9 % du total national) et celui de Genève 5 500 (8 %), soit des parts supérieures à leur poids démographique respectif, surtout pour Genève. Seul le canton de Zurich, le plus peuplé de Suisse, affiche un nombre d'entrées supérieur (16 500). La hausse enregistrée entre 2006 et 2007 est plus faible à Genève (+ 57%) et dans le canton de Vaud (+ 40%) qu'au niveau national (+ 67%).

En ce qui concerne les *actifs non permanents* (titulaires de permis pour une période de moins de 12 mois), les entrées en Suisse de ressortissants de l'UE/AELE se sont élevées à plus de 88 000 en 2007. Le canton de Vaud en compte 5 000 (6% du total national) et celui de Genève 3 300 (4%), soit des parts inférieures à leur poids démographique respectif. Entre 2006 et 2007, les entrées d'actifs non permanents sont en baisse à l'échelon national (- 8%), et plus encore dans les cantons de Genève (- 27%) et de Vaud (- 22%). Cette diminution est à mettre en relation avec la hausse des actifs permanents : comme la libre circulation est totale depuis le 1^{er} juin 2007 pour les ressortissants de l'UE (15), ceux-ci bénéficient depuis cette date d'un permis de 12 mois ou plus (population permanente).

En 2007, le nombre de *titulaires d'un permis frontalier actifs* continue sa progression soutenue. La hausse enregistrée en un an dans le canton de Genève est toutefois un peu inférieure à la moyenne nationale (respectivement 5,9% et 6,3%), du fait de la possibilité offerte désormais à tous les cantons suisses de recourir à la main-d'œuvre frontalière. A fin 2007, 50 200 frontaliers sont actifs à Genève. La progression est de 10,3% dans le canton de Vaud (15 100 personnes à fin 2007). Dans le canton de Genève, entre 2006 et 2007, la hausse est largement la plus forte dans les banques et assurances, un secteur jusqu'ici peu

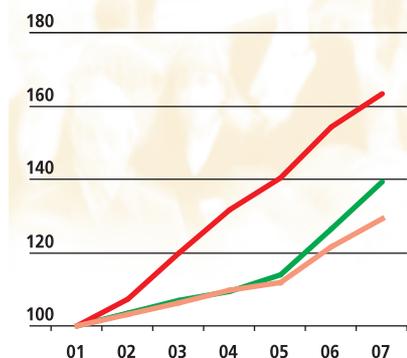
Actifs étrangers en Suisse

La population permanente étrangère en forte hausse ...

... celle non permanente en forte baisse

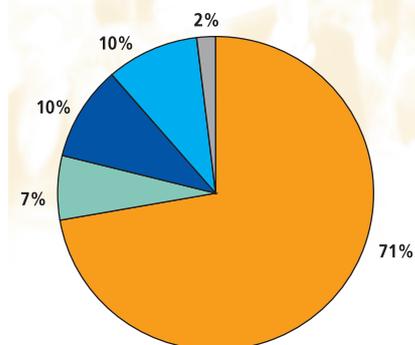
Les frontaliers : plus nombreux maintenant aussi dans la banque

Evolution du nombre de frontaliers actifs (2001=100)



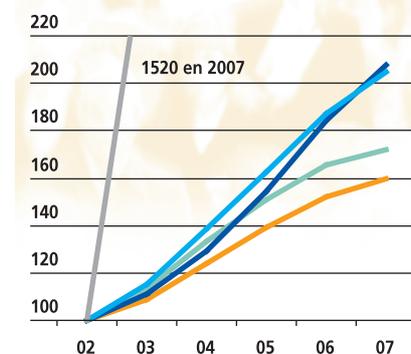
■ Vaud
■ Suisse
■ Genève

Titulaires d'un permis frontalier dans le canton de Genève, selon le domicile, en 2007



■ Genevois français
■ Annecy
■ Chablais
■ Vallée de l'Arve
■ Ailleurs

Titulaires d'un permis frontalier dans le canton de Genève, selon le domicile (2002=100)



■ Genevois français
■ Annecy
■ Chablais
■ Vallée de l'Arve
■ Ailleurs

**Le nombre de
travailleurs «tenus
de s'annoncer»
continue d'augmenter**

**Les effets de l'afflux
des travailleurs de
l'UE/AELE de 2002 à 2007
pour le canton de Genève**

enclin à l'engagement de travailleurs frontaliers.

La majorité des titulaires d'un permis de travail frontalier délivré par le canton de Genève sont domiciliés dans le Genevois français, c'est-à-dire la zone d'emploi ceignant la frontière genevoise. Leur part a cependant tendance à s'effriter aux dépens des territoires plus éloignés : depuis 2006, la progression du nombre de frontaliers provenant des zones d'emploi d'Annecy et de la Vallée de l'Arve est notablement élevée. Depuis 2002, le taux de croissance enregistré est le plus fort pour ceux qui viennent d'encore plus loin, mais leur effectif demeure ténus (2% de l'ensemble des titulaires d'un permis en 2007).

Dernier type de main-d'œuvre étrangère de l'UE/AELE active en Suisse, des travailleurs ont la particularité de n'être soumis à aucun permis, leurs activités devant simplement être annoncées aux autorités. Seule restriction : une personne ne peut pas dépasser 90 jours de travail par année. Près de 15 800 annonces ont été comptabilisées pour le canton de Genève (11% du total suisse) et 11 600 pour le canton de Vaud (8%). Seul le canton de Zurich affiche un nombre d'annonces plus élevé (18 300). Pour l'ensemble de la Suisse, la hausse est de 14% par rapport à 2006. Elle se fixe à 10% à Genève et à 18% dans le canton de Vaud. Ces annonces représentent, pour l'année 2007, l'équivalent de 2 850 emplois à plein temps pour le canton de Genève et 2 160 pour celui de Vaud, soit, respectivement, 1,2% et 0,8% du total des emplois en équivalent plein temps (0,6% pour l'ensemble de la Suisse).

Centre d'une agglomération transfrontalière recourant de longue date à une main-d'œuvre étrangère, résidante ou non, le canton de Genève a attiré de nombreux actifs étrangers en provenance de l'UE dès le début de la libéralisation du marché du travail. Ainsi, entre 2002 et 2005, le taux de croissance annuel moyen du nombre de frontaliers actifs est proche de 10%, double de celui enregistré au niveau suisse. Dès le 1^{er} juin 2004, ce sont les actifs permanents et non permanents en provenance de l'UE/AELE qui arrivent en force. Compte tenu de la quasi-stagnation de l'emploi dans le canton entre 2002 et 2005, on ne peut pas exclure, ainsi que le note le Secrétariat d'Etat à l'économie de la Confédération (SECO)¹, que l'offre accrue de main-d'œuvre ait ralenti le recul du taux de chômage dans les régions caractérisées par une forte présence de frontaliers. D'ailleurs, le taux de chômage au sens du BIT (qui inclut notamment dans les chômeurs des demandeurs d'emploi non inscrits dans les services de placement de l'administration) a presque doublé durant cette période dans le canton de Genève, alors qu'il augmentait de façon mesurée pour l'ensemble de la Suisse. Dès 2006, l'emploi se revigore et le chômage décroît. En 2007, paradoxalement, alors que le taux de croissance de l'emploi atteint un sommet à Genève, le recours à la main-d'œuvre venant de l'UE/AELE devient moins soutenu qu'à l'échelon national. La nature transfrontalière de l'agglomération genevoise est sans conteste la cause de ce recours avancé à l'emploi d'actifs étrangers entre 2002 et 2005. Dès 2006, l'emploi de la main-d'œuvre venant de l'UE/AELE s'est stabilisé. En revanche, le reste de la Suisse semble en pleine phase de rattrapage, le canton de Vaud se situant à mi-chemin.

Si, entre 2002 et 2005, l'afflux de travailleurs en provenance de l'UE/AELE a pu «augmenter la pression sur les demandeurs d'emploi locaux» (pour reprendre les termes du SECO), il concourt également à la forte croissance actuelle de l'économie du canton. Surtout qu'une partie de cette main-d'œuvre est venue occuper des postes qualifiés, dans des branches à forte valeur ajoutée en plein développement.

¹ Quatrième rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE pour la période du 1^{er} juin 2002 au 31 décembre 2007, Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), Office fédéral des migrations (ODM), Office fédéral de la statistique (OFS) et Office fédéral des assurances sociales (OFAS), 25 avril 2008.

Concernant les salaires, comme le constate le SECO dans son rapport (voir références page 6, note 1), les mesures de libre-circulation des personnes n'ont pas entraîné un effet global à la baisse sur les salaires entre 2002 et 2006, que ce soit pour l'ensemble de la Suisse ou pour les cantons de Genève et de Vaud. Cela n'empêche pas que, dans des professions spécifiques, notamment parmi celles requérant un bas niveau de qualification, des cas de repli salarial aient pu être constatés.

Globalement, pour les cantons de Genève et de Vaud, les étrangers actifs en Suisse touchent un salaire médian inférieur à celui des nationaux, quel que soit leur type de permis. Les frontaliers bénéficient du salaire médian le plus élevé parmi les catégories d'étrangers. Entre 2004 et 2006, pour le canton de Genève, le salaire médian des frontaliers a enregistré la plus faible augmentation. La progression concernant les salariés étrangers considérés comme appartenant à la population non permanente arrive largement en tête.

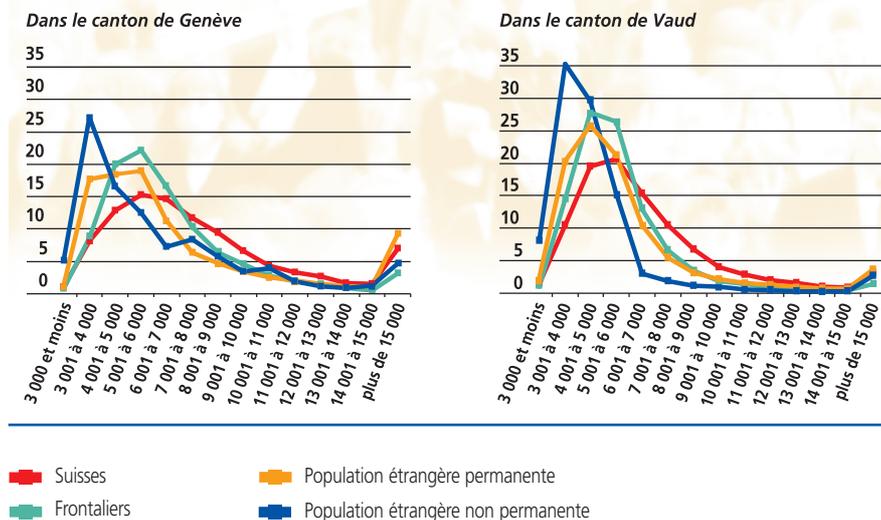
Les titulaires d'un permis frontalier présentent un caractère assez homogène, qui s'illustre par la concentration des salaires dans les tranches centrales et leur relative rareté dans les tranches extrêmes. En comparaison, la distribution pour les salariés suisses est plus étalée, surtout pour les salariés genevois, ce qui signifie que leurs salaires sont plus inégalement répartis.

La distribution des salaires des étrangers appartenant à la population permanente, de loin les plus nombreux, ressemble à celle des titulaires d'un permis frontalier, mais elle est légèrement décalée à gauche, signifiant un niveau de rémunération plus faible. Ce décalage est encore plus net, dans le canton de Vaud, pour les salariés étrangers considérés comme population non permanente, qui ont clairement le niveau de salaire le plus bas. A Genève, pour cette catégorie de salariés, à côté de la même concentration dans les bas salaires, on observe un léger sursaut dès 7 000 francs par mois. C'est une indication du caractère hétérogène des actifs non permanents genevois, actifs à la fois dans des branches peu rémunératrices et dans d'autres à hauts salaires comme la banque ou le commerce de gros (sièges de multinationales), cette seconde catégorie tendant à se développer.

Salaires versés en Suisse

Salaires les moins dispersés pour les frontaliers

Répartition en % des salariés du secteur privé selon le salaire mensuel brut standardisé, en franc suisse, en 2006



Population

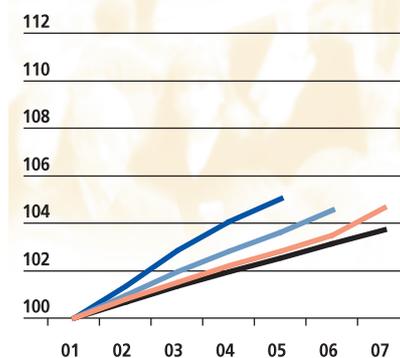
Depuis 1999, année de référence dans les statistiques de la population en France, la croissance démographique est très soutenue dans l'espace transfrontalier : au 1^{er} janvier 2006, elle y atteint, en moyenne annuelle, + 1,2%. Elle dépasse largement celle de la région Rhône-Alpes (+ 0,9%), de la Suisse (+ 0,7%) et de la France métropolitaine (+ 0,6%). Le rythme est vif dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie (respectivement + 1,3% et + 1,4% entre 1999 et 2006). Avec l'Isère et la Savoie, ils comptent parmi les départements français les plus dynamiques et assurent le tonus démographique de l'est de la région Rhône-Alpes. Côté suisse, la progression reste également soutenue dans les cantons de Genève (+ 1,3%) et de Vaud (+ 1,0%).

Et depuis 2006 ? Côté français, à défaut de chiffres départementaux qui ne seront disponibles qu'à partir de 2009, notons que la population de la région Rhône-Alpes, dont l'Ain et la Haute-Savoie constituent deux départements moteurs, progresse toujours en moyenne chaque année de 0,9% entre 1999 et 2007. C'est l'une des cinq régions de France les plus dynamiques depuis 1999. Côté suisse, la croissance démographique annuelle moyenne reste encore élevée dans le canton de Genève (+ 0,8% en moyenne au cours de deux dernières années) et dans le canton de Vaud (+ 1,1%).

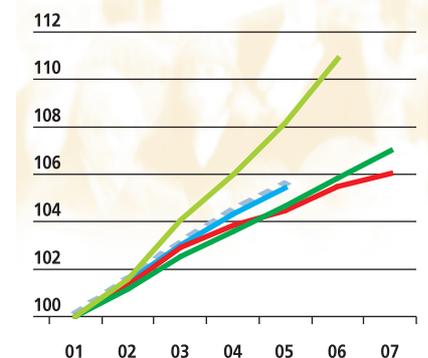
Dynamisme fort de l'agglomération transfrontalière

Concernant l'agglomération franco-valdo-genevoise, en l'absence de chiffres nouveaux sur la population de sa partie française, rappelons que les indicateurs partiels à disposition pour la *Synthèse 2007* mettaient en évidence deux phénomènes : d'une part, une progression démographique plus marquée que dans les territoires de l'espace transfrontalier (en moyenne, + 1,6% entre 1999 et 2005); d'autre part, un dynamisme plus grand à la périphérie (+ 1,8%, contre + 1,4% au centre). La partie française (soit la zone d'emploi du Genevois français) et la partie suisse (le district de Nyon) étaient "au coude à coude" (respectivement + 1,8% et + 1,7%). Les chiffres récents ne démentent pas ce double constat en ce qui concerne la partie suisse de l'agglomération franco-valdo-genevoise : depuis 2006, la croissance démographique s'y établit en moyenne annuelle à + 1,0% et, dans le district de Nyon, à + 2,3%.

Evolution de la population en France et en Suisse (fin 2001=100)



Evolution de la population dans l'espace transfrontalier (fin 2001=100)



■ Espace transfront. ■ France métropolitaine
■ Rhône-Alpes ■ Suisse

■ Ain ■ Vaud
■ Haute-Savoie ■ District de Nyon
■ Genève

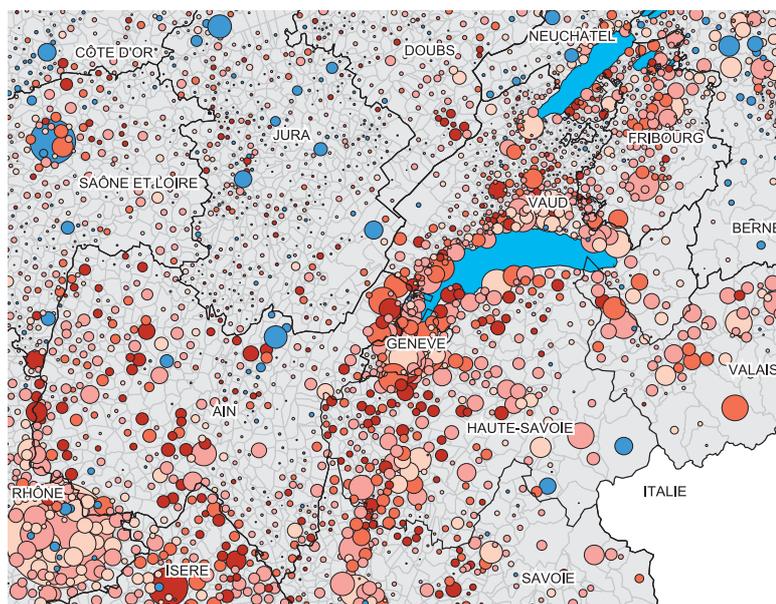
Côté français, on ne dispose encore que d'indicateurs très globaux sur les composantes de la croissance démographique. Selon les chiffres des enquêtes de recensement au 1^{er} janvier 2006, l'Ain et la Haute-Savoie combinent des soldes naturel et migratoire positifs. Dans l'Ain, c'est l'excédent migratoire qui explique la plus grande partie de la progression de la population. En Haute-Savoie, le solde naturel contribue autant que l'excédent migratoire à la croissance démographique. Dans l'Ain, la population est estimée à 565 000 personnes et, en Haute-Savoie, à 693 500.

Dans le canton de Genève, solde naturel et solde migratoire restent positifs. Toutefois, ce dernier, devenu plus fluctuant depuis 2004, se contracte fortement en 2007 (moins de 500 personnes). Le déficit migratoire des Suisses, toujours plus important, en est la principale cause (- 4 000 en 2007, contre - 3 000 une année plus tôt). Une moitié des partants prend le chemin de l'étranger, parmi lesquels un quart vers la France voisine; l'autre moitié s'établit dans le reste de la Suisse, dont un quart dans le district de Nyon. En revanche, s'il n'atteint pas les valeurs des premières années des accords bilatéraux (près de 7 000 personnes en 2003) et s'il s'inscrit en retrait par rapport à l'année précédente (près de 6 000), le gain migratoire des étrangers reste largement positif en 2007 (plus de 4 000). Son affaiblissement est lié notamment au départ accru d'anciens immigrés portugais, espagnols, français ou italiens avant l'entrée en vigueur de l'impossibilité réglementaire de retirer en une seule fois le capital constitué pour le 2^e pilier de leur retraite. Cela noté, l'immigration, en particulier l'immigration européenne, reste orientée à la hausse (24 500 en 2007, contre 23 800 en 2006), dont un peu plus de la moitié sont des Européens de l'UE (27). Les Européens UE (15) constituent toujours le gros des troupes. Le nombre des arrivants français augmente. La part des autres Européens de l'Union reste ténue mais leur effectif croît vivement. Au final, ce sont plutôt des personnes jeunes, de moins de 40 ans, qui s'installent dans le canton de Genève et des personnes plus âgées, de 50 à 69 ans, qui le quittent. Le principal motif d'immigration reste, et de loin, l'exercice d'une activité professionnelle.

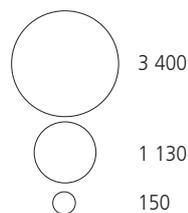
Migrations et mouvement naturel

Canton de Genève : plus d'arrivants, plus de partants

Evolution de la population de 1999 à fin 2003-2006¹



Evolution annuelle moyenne depuis 1999



Taux d'évolution annuel moyen



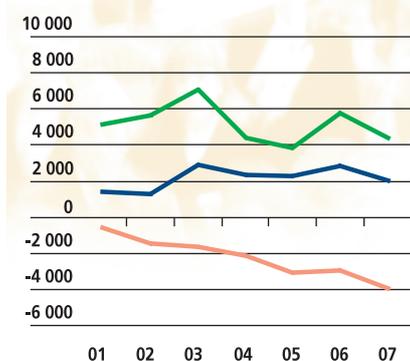
¹ Données françaises : recensement 1999, enquêtes de recensement 2004-2007 pour les communes de moins de 10 000 habitants, estimations pour les communes de plus de 10 000 habitants (manquent les communes recensées en 2008 et Bonneville, en Haute-Savoie). Données suisses : statistique fédérale de la population à fin 1998 et 2006.

Canton de Vaud: une immigration forte

A fin 2007, la population genevoise compte 447 600 personnes. Le nombre de Suisses n'augmente que grâce aux nombreuses naturalisations (plus de 5 000 en 2007). Etant donné cette ponction et le nombre accru de départs, la population étrangère croît faiblement en 2007. Elle représente 38% de l'ensemble. Les Européens (UE 27) en constituent presque les deux tiers. Portugais, Français, Italiens, Espagnols, Anglais et Allemands sont les Européens les plus présents dans le canton de Genève.

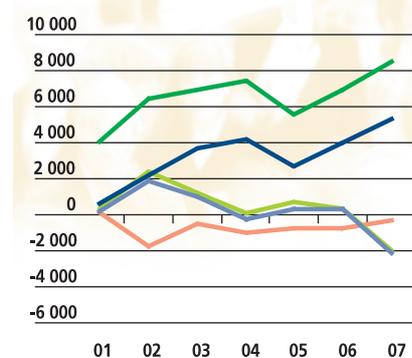
Dans le canton de Vaud, le solde naturel et le solde migratoire concernant la population résidente permanente¹ restent largement positifs. En 2007, le solde migratoire explique les trois quarts de sa croissance. A la différence du canton de Genève, le déficit migratoire des Suisses reste contenu (- 300 personnes en 2007). Le solde migratoire des étrangers s'est repris après un moment de faiblesse en 2005, et son augmentation s'accélère (8 500 personnes en 2007, contre 7 000 une année plus tôt). Comme dans le canton de Genève, on observe une augmentation des départs parmi les anciens immigrés européens. Ce phénomène est plus que largement compensé par la croissance soutenue des "arrivées de l'étranger" (18 600 en 2007, ce chiffre incluant aussi des personnes résidant déjà précédemment dans le canton et ayant obtenu une autorisation de séjour en lieu et place du permis de courte durée qui leur a été initialement délivré). Les flux migratoires concernant des Européens de l'UE (27) se renforcent tout particulièrement en 2007 (64% des arrivants),

Solde migratoire dans le canton de Genève, depuis 2001



— Suisses
— Etrangers
— Européens de l'UE (27)

Solde migratoire dans le canton de Vaud, depuis 2001



— Suisses
— Etrangers permanents UE (27)
— Etrangers permanents
— Etrangers non permanents UE (27)

¹ A la différence de la statistique de la population genevoise, qui dénombre tous les résidents du canton, suisses et étrangers titulaires d'une autorisation de séjour officielle (conformément aux définitions en usage dans les recensements de la population), la population officielle vaudoise est calculée selon le concept de population résidente permanente. Les personnes prises en compte sont donc soit des Suisses, soit des étrangers au bénéfice d'un permis de séjour pour une durée d'une année ou plus. N'entrent pas dans ce décompte les personnes au bénéfice d'une autorisation d'une durée de moins d'un an (4 000 à fin 2007), les fonctionnaires internationaux (2 500) et les personnes relevant du domaine de l'asile (5 000).

la presque totalité en provenance des pays de l'UE (15), au détriment de ceux venant du "reste du monde". L'activité économique est la première des raisons incitant les étrangers à venir s'installer dans le canton (36% des "arrivées de l'étranger"). La deuxième, le regroupement familial (31%), est principalement celui des familles d'actifs étrangers. Dans le canton de Vaud, doté de nombreux établissements de formation, celle-ci constitue le troisième motif d'immigration (25%).

Outre les flux concernant la population dite permanente, des étrangers viennent dans le canton avec un permis de moins d'un an (à Genève, ils sont comptés dans la population résidente). Population extrêmement fluctuante, son solde migratoire passe en une année du positif au négatif et réciproquement. En 2007, 9 700 sont arrivés dans le canton de Vaud, contre un peu plus de 11 000 une année plus tôt. Une bonne partie d'entre eux correspond aux anciens «saisonniers». Un grand nombre sont des Européens de l'UE (27) (82% des arrivants en 2007), beaucoup de Portugais et de Français. Parmi les Européens en provenance de l'est de l'Union, dont le nombre reste limité, les Polonais viennent en tête.

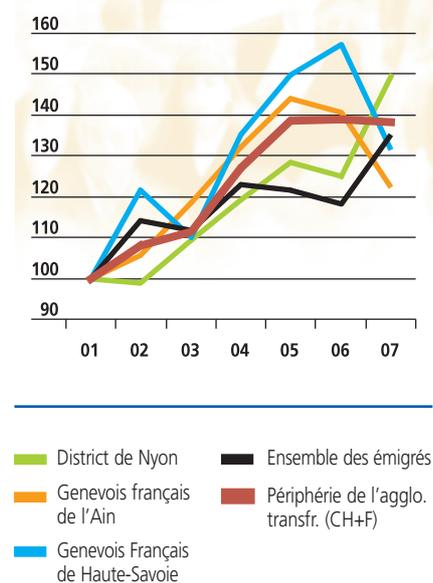
A fin 2007, la population permanente vaudoise compte 668 600 habitants. Comme dans le canton de Genève, le nombre de Suisses n'augmente que grâce aux naturalisations (6 000 en 2007). En raison de celles-ci, la population étrangère permanente croît un peu plus faiblement. Elle représente 29% de l'ensemble. Les Européens UE (27) en constituent près de 70%. Le Portugal, l'Italie, la France, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Allemagne sont les pays les plus représentés dans le canton.

Sans être la seule cause, l'émigration de résidents du canton de Genève participe au dynamisme démographique observé à la périphérie de l'agglomération transfrontalière. En 2007, ce mouvement centrifuge reste toujours orienté à la hausse. Le district de Nyon est une destination toujours plus fortement prisée, tandis que l'émigration en France voisine ralentit, y compris, cette année, en Haute-Savoie. Ce retournement côté français au profit du district de Nyon est le fait de Suisses mais plus encore d'étrangers. Il peut être lié à plusieurs raisons : une évolution dans la structure socio-professionnelle des émigrés, des modifications des taux de change, des conditions de déplacement qui varient, etc. Quoiqu'il en soit, ce sont toujours essentiellement des familles qui s'installent à la périphérie, vraisemblablement à la recherche de plus d'espace et de prix immobiliers un peu moins élevés. Selon des données partielles, en 2007, un peu moins de 2 000 "résidents" du canton de Genève ont déclaré aller s'installer dans le district de Nyon, plus de la moitié étant étrangers, et autant en France voisine, les deux tiers d'entre eux en Haute-Savoie, plus des trois quarts étant de nationalité suisse.

Parmi ceux qui s'installent en France voisine, on dénombre, en 2007, près de 700 "résidents" étrangers du canton de Genève devenus travailleurs frontaliers, contre 400 une année plus tôt. Le mouvement inverse, de la périphérie française vers le centre de l'agglomération, est de moindre amplitude (un peu plus de 300 personnes) et varie plus faiblement en une année. En termes de population, l'incidence de ces mouvements concernant des effectifs limités est amplifiée dans la mesure où sa famille suit le nouveau ou l'ex-frontalier.

La formation : troisième motif d'immigration

Canton de Genève : destination de ses émigrés (fin 2001=100)



Logement

Moins du quart des logements commencés de l'agglomération à Genève

Des signes de retournement de tendance côté France

En 2007, dans l'agglomération transfrontalière genevoise (canton de Genève et zone d'emploi du Genevois français, sans le district de Nyon en raison de l'indisponibilité provisoire des données), le nombre de logements commencés se fixe à 5 300 unités. Il est en baisse de 1% par rapport à 2006. La forte hausse enregistrée dans la partie gessienne du Genevois français (+ 67%) compense la baisse observée dans le reste de l'agglomération : - 23% dans la partie haut-savoiarde du Genevois français et -15% dans le canton de Genève. Dans la partie gessienne du Genevois français, la poussée profite aux logements individuels; leur part dépasse la moitié du total (55%), pour la première fois depuis 2003. Avec moins de 1 300 logements commencés en 2007, la part du canton de Genève dans le total de l'agglomération s'établit à 24%, contre 38% pour les deux parties du Genevois français (2 000 logements chacune).

Dans les autres zones d'emploi (hors stations) proches de la frontière, le nombre de logements commencés s'inscrit à la baisse entre 2006 et 2007 : Annecy (- 18%), Vallée de l'Arve (- 32%) et Chablais (- 36%).

Selon les données 2007 (provisoire) concernant la France seulement*, la hausse des prix se tasse un peu par rapport à 2006 dans les zones d'emploi proches du canton de Genève (hors stations). Le prix moyen des logements collectifs neufs vendus est stable par rapport à 2006 dans la partie gessienne du Genevois français. Il augmente de manière modérée dans la partie haut-savoiarde du Genevois français et dans le Chablais (+ 4%). Dans les zones d'emploi d'Annecy (+ 6%) et de la Vallée d'Arve (+ 7%), la hausse est similaire à celle enregistrée au niveau national (+ 7%). A l'exception de la Vallée d'Arve, les prix dans les zones proches de la frontière genevoise restent supérieurs à la moyenne nationale française. Cependant, depuis 2005, les prix enregistrés dans le Genevois français ont tendance à rejoindre celle-ci. Seuls ceux de la zone d'Annecy demeurent nettement plus élevés.

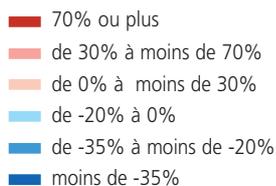
Indice de grippage sur le marché immobilier en 2007 côté français, le délai moyen d'écoulement des logements collectifs est en forte augmentation pour l'ensemble des zones d'emploi proches de Genève (hors stations). Les allongements les plus forts sont observés pour

* Les données genevoises 2006 et 2007 ne sont pas encore disponibles.

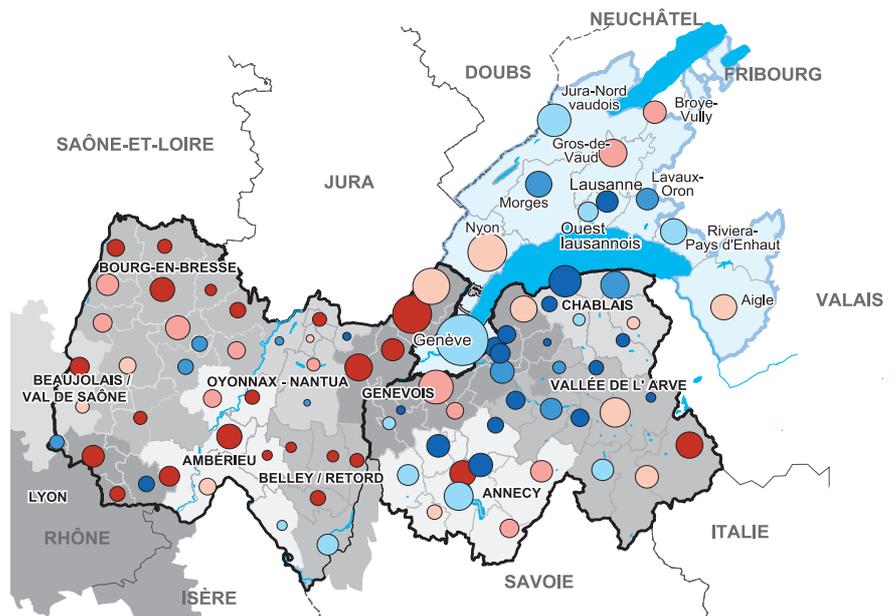
Logements individuels et collectifs commencés en 2007



Variation annuelle 2006-2007¹



¹Pour le canton de Vaud, les données 2007 étant indisponibles, il s'agit de la situation en 2006 et de la variation entre 2005 et 2006.



le Genevois français (Ain et Haute-Savoie), avec un quasi-doublement du délai d'écoulement, contre un accroissement d'un tiers à l'échelon français.

Côté suisse, aucun signe de baisse de tension n'apparaît pour le marché immobilier genevois. La stagnation depuis 2000 du nombre de logements commencés n'y est sans doute pas étrangère. En juin 2008, le taux de vacance des logements s'établit à 0,2%, taux extrêmement bas, et inchangé depuis sept ans. Dans le canton de Vaud, la situation est semblable : le taux se fixe à 0,5% en juin 2008, contre 0,6% un an plus tôt.

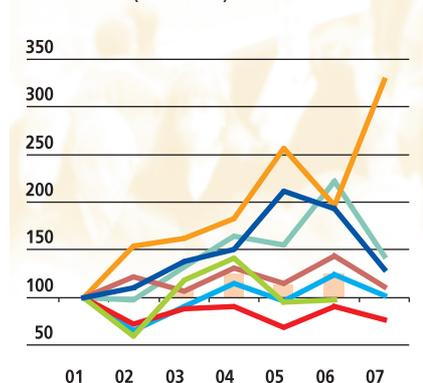
En 2006, le parc de logements locatifs sociaux continue sa progression dans l'ensemble des zones d'emploi françaises proches de la frontière (+ 2% par rapport à 2005) et franchit la barre des 37 000 logements. Le rythme de croissance étant trop mesuré pour créer le moindre effet de rattrapage par rapport à la pénurie en logement social, le taux de vacance à plus de trois mois demeure au-dessous de 0,5%, indicateur d'un marché du logement social saturé.

Du côté suisse, le champ couvert se réduisant aux logements subventionnés par la Confédération ou le canton, les comparaisons avec la France sont limitées. A Genève, la part des logements subventionnés dans les quelque 1600 logements terminés en 2007 est de 25%, nettement inférieure à celle enregistrée lors des quatre années précédentes. La majorité de ces logements étant soumis à un système de subventionnement limité dans le temps, le nombre de nouveaux logements subventionnés ne compense pas celui des logements sortant du système et leur part dans l'ensemble du parc continue de s'effriter. En 2007, avec 20 800 logements subventionnés, cette part passe sous la barre des 10% (14% en 1996). Dans le canton de Vaud, avec un peu moins de 8 700 logements subventionnés, le nombre est proportionnellement plus faible que dans le reste de l'espace transfrontalier. Ils ne représentent que 3% de l'ensemble du parc de logements vaudois. Dans le district de Nyon, cette part est encore plus faible. La tendance est toutefois à la hausse à l'échelon du canton comme du district.

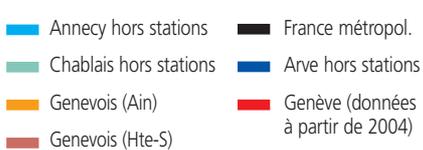
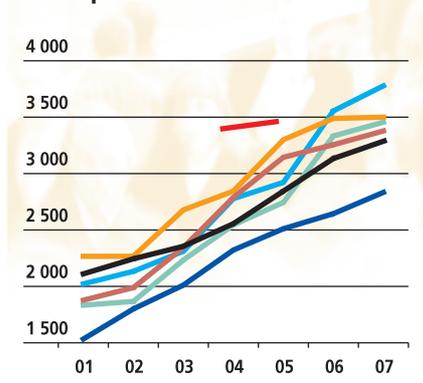
**... contrairement
au côté suisse**

Logement social

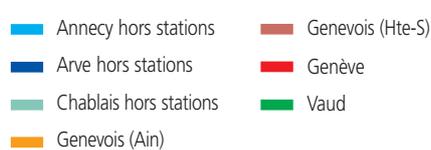
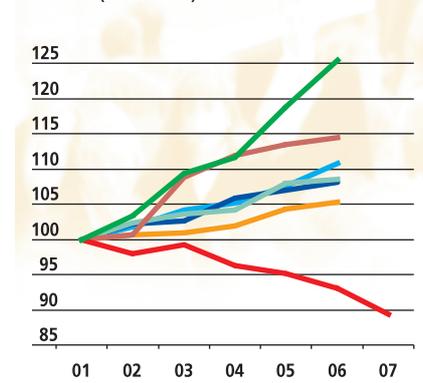
Logements collectifs et individuels commencés (2001=100)



Prix moyen des logements collectifs neufs, en euro par m²



Parc de logements subventionnés ou sociaux (2001=100)



Chômage

En 2007, le taux de chômage au sens du BIT mesuré au deuxième trimestre (chiffre le plus récent disponible des deux cotés de la frontière) s'établit à 6,3% dans l'agglomération transfrontalière genevoise (6,4% en 2006). Alors qu'il est partout ailleurs en baisse entre 2006 et 2007, il reste stable à Genève (6,6% en 2007); la forte augmentation de l'emploi en 2007 sera sans doute perceptible sur le taux observé au deuxième trimestre 2008, comme le laisse présager l'évolution du nombre de chômeurs inscrits dans le canton. Dans le Genevois français, le taux de chômage recule, passant de 6,1% à 5,7%. Le mouvement à la baisse est du même ordre dans les zones d'emploi d'Annecy (5,4% en 2007), de la Vallée de l'Arve (5,9%) et du Chablais (6,3%). La baisse est marquée dans le canton de Vaud, où le taux passe de 5,2% à 4,0% en un an.

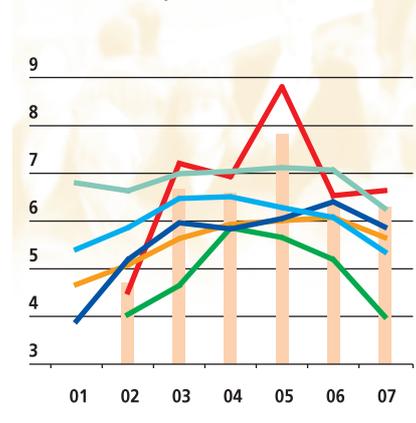
Entre 2006 et 2007, les taux de chômage enregistrés dans les territoires de référence français restent supérieurs à ceux des zones proches de Genève, bien qu'également en diminution : 7,1% en Rhône-Alpes et 8,1% en France métropolitaine. Du côté suisse, la tendance est également au repli. Le taux national est inférieur à celui enregistré dans les deux cantons de l'espace transfrontalier (3,6 % au deuxième trimestre 2007).

Selon les données disponibles jusqu'au début 2008, le taux de chômage au sens du BIT continue de reculer en France, tant au niveau national que dans les deux départements de l'espace transfrontalier, alors qu'il reste stable pour l'ensemble de la Suisse.

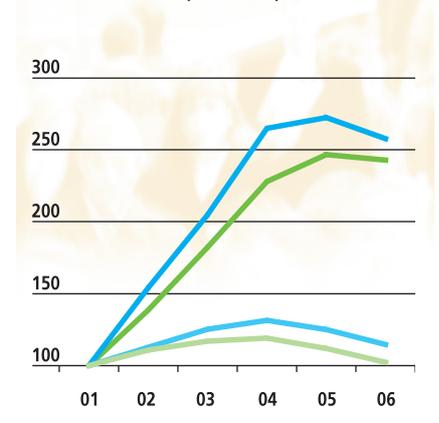
« Le nombre de chômeurs frontaliers » peine à baisser

Fin 2006, pour 4 150 chômeurs résidant dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, le dernier emploi occupé était situé en Suisse. Les « chômeurs frontaliers » représentent 14,2% des chômeurs indemnisés en Haute-Savoie et 5,2% dans l'Ain. Depuis 2001, date de disponibilité de ces chiffres, c'est la première fois que leur nombre s'oriente à la baisse. Cependant, le repli est ténu (- 1,5%), notamment par rapport à celui de l'ensemble des chômeurs indemnisés (- 8,5% pour les deux départements), les deux

Taux de chômage au sens du BIT,
au 2^e trimestre, en %



Chômeurs indemnisés dans l'Ain et
la Haute-Savoie (2001=100)



courbes évoluant très différemment depuis 2001. En comparaison de l'ensemble des chômeurs indemnisés, les «chômeurs frontaliers» sont généralement plus qualifiés. De même, la part des plus de 60 ans y est nettement plus forte.

En se basant sur le nombre de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI), le recours à l'aide sociale diminue en 2006 en France, tant au niveau national que pour Rhône-Alpes. Entre 2005 et 2006, la baisse du nombre de RMistes est, respectivement, de 0,9% et de 2,2%. Outre la Savoie, l'Ain et la Haute-Savoie sont les départements de Rhône-Alpes où la baisse a été la plus marquée (respectivement 4,0% et 5,5%). Dans le Genevois français, la baisse enregistrée en 2006 a été moins importante (-2,3%), mais le recul y avait débuté dès 2005, alors que le nombre de RMistes était encore en progression dans les autres zones d'emploi de Haute-Savoie ainsi qu'à Lyon et Grenoble. En 2007, cette tendance à la baisse se confirme à l'échelon national (seuls chiffres pour l'instant disponibles). Outre l'amélioration du marché du travail, elle s'explique également par des effets liés à la récente réforme du dispositif d'aide.

En Suisse, la statistique de l'aide sociale fournit les premiers résultats directement comparables entre cantons pour 2006 concernant l'aide sociale financière directe au sens strict (autrefois assistance publique)¹. Le taux d'aide sociale par canton représente la part de la population qui en bénéficie. Selon les données 2006, ce taux s'élève à 3,3% pour l'ensemble de la Suisse (3,2% en 2005). Avec un taux identique de 4,7%, les cantons de Genève et de Vaud sont parmi les plus touchés. Ils cumulent les caractéristiques négatives en matière de recours à l'aide sociale : présence de grands centres urbains, chômage supérieur à la moyenne, forte proportion d'étrangers.

En 2007, le nombre de passages quotidiens de véhicules individuels motorisés aux frontières genevoises (dans les deux sens) se stabilise par rapport à 2006 (-0,6%). Cette évolution contraste singulièrement avec celle qui prévalait depuis 2000, soit un accroissement annuel moyen de près de 3%. Cette stabilisation demande évidemment confirmation avant d'y voir une nouvelle tendance liée par exemple à de nouvelles habitudes de consommation ou de déplacements dans la région transfrontalière.

Cette évolution nouvelle n'est pas homogène sur l'ensemble des frontières. Entre Genève et le Pays de Gex, le trafic s'inscrit nettement à la baisse en 2007 (-4%), retrouvant le niveau observé en 2005. Entre Genève et la Haute-Savoie, le nombre de passages reste stable par rapport à l'an dernier mais, en deux ans, son augmentation est forte (+7%). Enfin, entre Genève et Vaud, le trafic continue sa progression à raison de +1% par année. Les plus fortes augmentations par rapport à 2005 (année de relevé exhaustif) sont observées à la douane autoroutière de Bardonnex (5 100 véhicules de plus par jour) et, dans une

Aide sociale

Moins de recours à l'aide sociale en France

Genève et Vaud en tête de liste

Déplacements

Flux routiers vers le centre : décélération

¹ Pour que les données soient toutefois pleinement comparables, il faudrait y adjoindre les prestations sous conditions de ressources, délivrées en amont de l'aide sociale au sens strict, qui ne sont pas forcément les mêmes selon les cantons : prestations complémentaires cantonales à l'assurance vieillesse et à l'assurance invalidité, allocations de logement, aides aux mineurs, etc. Ainsi, dans le canton de Genève, le taux d'aide sociale est abaissé du fait que d'autres prestations déchargent l'aide sociale au sens strict.

Postes de douane

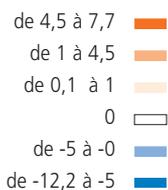
- | | |
|---------------------|---------------------|
| 1. Hermance | 20. Bardonnex |
| 2. Anières • | 21. Perly |
| 3. Veigy-Anières • | 22. Certoux |
| 4. Veigy-Corsier • | 23. Soral I |
| 5. Gy • | 24. Soral II |
| 6. Monniaz • | 25. Sézégny |
| 7. La Renfile • | 26. Chancy II |
| 8. Cara • | 27. Chancy I |
| 9. Cornière • | 28. Dardagny • |
| 10. Pierre-à-Bochet | 29. La Plaine • |
| 11. Mon-Idée | 30. Meyrin |
| 12. Moillesullaz | 31. Mategnin |
| 13. Thônex-Vallard | 32. Ferney |
| 14. Fossard | 33. Vireloup |
| 15. Veyrier | 34. Bossy • |
| 16. Bossey | 35. Sauverny |
| 17. Pierre-Grand | 36. Autoroute GE-VD |
| 18. Croix-de-Rozon | 37. Ch. de l'Etraz |
| 19. Landecy | 38. Rte Suisse |

- Pas de relevé en 2007

Moyenne journalière annuelle



Variation annuelle moyenne 2005-2007, en %

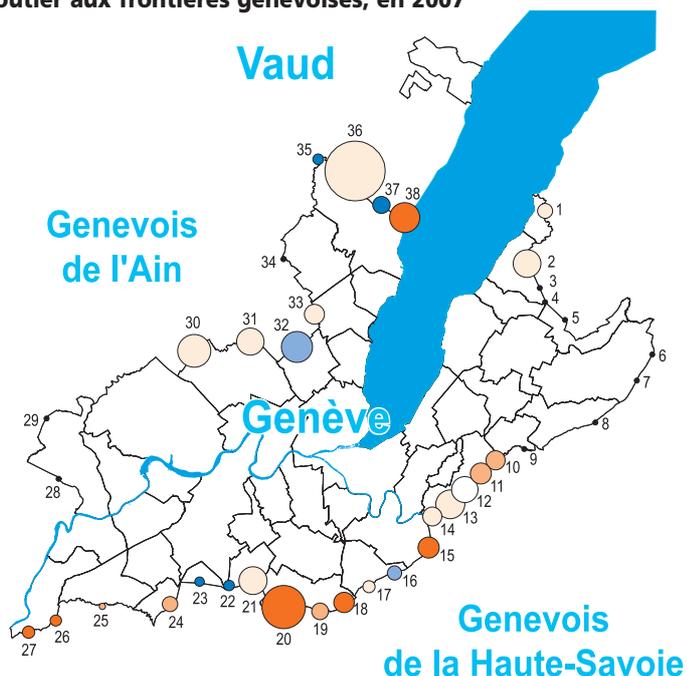


moindre mesure, sur la route du bord du lac qui relie Genève au canton de Vaud ainsi que, au sud de Genève, aux douanes de Croix-de-Rozon et Landecy.

On se focalise davantage sur les déplacements domicile-travail dans la région transfrontalière en considérant seulement les entrées journalières dans le canton de Genève du lundi au vendredi et durant la période de pointe du matin, soit de 6 à 9 heures. Elles représentent bon an mal an un tiers de toutes les entrées quotidiennes dans le canton. En 2007, le trafic pendulaire reste orienté à la hausse (+ 2%, contre + 1% pour l'ensemble des entrées journalières dans le canton). Néanmoins, on observe une décélération par rapport aux évolutions annuelles précédentes. Le recul le plus fort concerne le trafic entre le Pays de Gex et Genève (- 4%). On observe également une baisse entre les cantons de Genève et de Vaud (-1%). Bien qu'affaiblie, l'augmentation des entrées côté Haute-Savoie continue (+ 4%). A certaines douanes, l'accroissement du trafic à cette période de pointe du matin est particulièrement marqué : en une année, on compte 1 000 véhicules/jour de plus à la douane autoroutière de Bardonnex (+ 14%), mais + 520 à Landecy (+ 31%) et + 235 à Soral (+ 16%), de petites douanes au sud de Genève. Simultanément, Anières, un point d'entrée pour les frontaliers du Bas-Chablais, compte 135 véhicules de moins par jour (- 4%).

En 2007, 9 000 «abonnements de travail» hebdomadaires et 8 500 mensuels ont été délivrés par la SNCF à destination de Genève. Mesuré en équivalent semaines, leur nombre a augmenté de 14% par rapport à 2006, contre + 17% une année plus tôt. Quoiqu'il en soit, depuis 2003, première année d'obtention des chiffres, et 2004 mise à part, la fréquentation des trains régionaux français par les travailleurs frontaliers s'inscrit dans un mouvement continu à la hausse (+ 54% en quatre ans, soit une moitié en plus).

Trafic routier aux frontières genevoises, en 2007



Dans toutes les zones d'emploi françaises à proximité de Genève, la fréquentation des trains en 2007 suit le mouvement général : croissance par rapport à l'année précédente, mais à un rythme moindre. Bénéficiant d'une offre soutenue, la fréquentation côté Ain représente toujours 40 % de l'ensemble, la gare de Bellegarde délivrant la presque totalité des abonnements. Vient ensuite le Chablais, dont la part dans l'ensemble augmente (31% en 2007), avec Thonon en tête. Dans la zone d'emploi du Genevois haut-savoyard (15%), la croissance des abonnements à Bons-en-Chablais et leur fort développement à Reignier ne parvient pas à compenser la chute observée à Annemasse et Ambilly, vraisemblablement au profit des nouvelles conditions de déplacement offertes dans la région transfrontalière (par le titre de transport UNIRESO). Dans la Vallée de l'Arve (10% en 2007), c'est à la gare de la Rochesur-Foron que sont délivrés plus de 80% des abonnements et ce poids n'a cessé de s'accroître. La zone d'emploi d'Annecy ne représente que 2% dans la fréquentation transfrontalière des trains à destination de Genève, moins que Culoz (3%). La part des 9 principales gares de départ tend à s'affaiblir légèrement depuis 2003 au profit d'arrêts intermédiaires dont le développement suit celui de l'urbanisation (côté Ain : Pougny, Seyssel; côté Haute-Savoie : Machilly).

Un autre type d'abonnement est offert par la SNCF pour des trajets d'une distance de plus de 75 km. Entre 2005 et 2007, le nombre de ceux à destination de Genève est passé de 200 à 300. Pas loin des deux tiers ont été délivrés à Aix-les-Bains et Chambéry : un indice de l'élargissement du bassin d'emploi de Genève.

En 2007, quatre enquêtes majeures ont été réalisées pour l'élaboration du modèle multimodal transfrontalier des déplacements.

Une enquête sur l'utilisation du réseau de transports collectifs dans le canton de Genève a été menée à la période de pointe du soir. Elle montre que la douane de Moillesullaz est le quatrième arrêt de descente en nombre de clients de tout le réseau de transports collectifs.

Dans le Genevois français, ont été conduites une enquête sur les comportements en matière de déplacements (enquête «Déplacement grand territoire du Genevois français»), une enquête sur les temps de parcours sur le réseau routier, enfin une enquête sur le trafic routier aux limites du périmètre du projet d'agglomération.

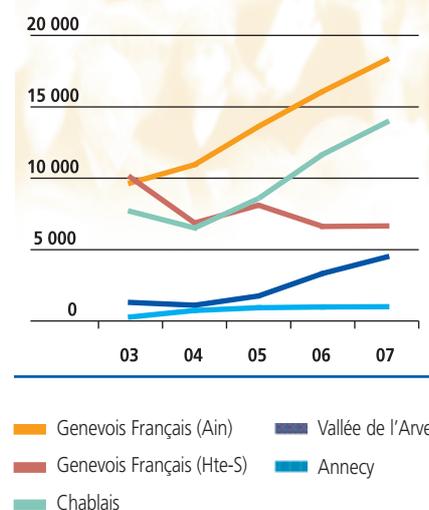
Cette dernière montre que le trafic aux limites du canton de Genève est bien plus chargé qu'à celles de l'agglomération. En effet, 350 000 véhicules par jour franchissent la frontière cantonale dans les deux sens, alors que 240 000 véhicules par jour sont observés aux limites de l'agglomération.

L'enquête «Déplacement Grand Territoire» met en évidence la différence dans les comportements en matière de déplacements entre les habitants du canton de Genève, d'une part, et ceux des zones denses de la partie française de l'agglomération franco-valdo-genevoise, d'autre part. Quand 41% des déplacements des premiers sont faits en voiture, c'est le cas de 65% pour les seconds; l'utilisation des transports collectifs représente 15% des déplacements des résidents genevois, contre 5% dans la partie française de l'agglomération; enfin, concernant la mobilité douce (marche à pied et vélo), les habitants du canton de Genève y recourent pour 39% de leurs déplacements et ceux de France voisine pour 27%. Ces distorsions reflètent, côté français, une situation de dépendance à l'automobile marquée, s'expliquant par une dispersion forte des activités, de l'habitat et des équipements sur le territoire.

Fréquentation des trains transfrontaliers en progression

"Abonnements de travail" SNCF à destination de Genève, selon la zone d'emploi

En équivalent semaines de travail



Enquêtes sur la mobilité transfrontalière : quelques résultats

Formation

Flux scolaires vers le canton de Genève en progression

En 2007, 5 300 élèves, apprentis ou étudiants résident en France (en Haute-Savoie pour une grosse majorité) et 3 500 dans le canton de Vaud viennent à Genève pour y  tudier¹. En une année, ils augmentent respectivement de 4% et de 6%, contre 0,2% pour l'ensemble des effectifs scolarisés dans le canton. Depuis 2001, on enregistre des accroissements de 45% en provenance de France voisine, 20% en provenance du canton de Vaud, contre seulement 9% pour l'ensemble. Toutefois, la part des élèves et étudiants domiciliés en France voisine ou dans le canton de Vaud reste limitée : en 2007, respectivement 5% pour les premiers (4% en 2001) et 4% pour les seconds (3% en 2001)³.

Les années n'apportent guère de changement entre les filières les plus et les moins fr qu t es. Les élèves et étudiants venant tant de France que du canton de Vaud suivent principalement une formation professionnelle supérieure (respectivement 800 et 600 étudiants en 2007), une formation professionnelle de base, surtout en entreprise (500 apprentis de France voisine et 400 du canton de Vaud), mais aussi en  cole professionnelle à plein temps (respectivement 300 et 100 élèves); ils fréquentent aussi l'enseignement privé primaire ou secondaire (un millier de France voisine, un millier du canton de Vaud). Sur plus de 13 000 étudiants inscrits à l'Université de Genève, on en compte 1 400 en provenance de France et 1 000 venant du canton de Vaud (parmi lesquels une petite centaine du district de Nyon).

A noter encore, noyés dans l'effectif total, les 450 élèves du primaire en provenance de France, dont plus des deux tiers de Haute-Savoie.

Le nombre des élèves et des étudiants en provenance du canton de Vaud et de France voisine augmente plus rapidement que l'ensemble des effectifs dans les hautes écoles supérieures et autres formations professionnelles supérieures, dans l'enseignement privé aussi. En revanche, le nombre des étudiants en provenance du canton de Vaud et inscrits à l'Université de Genève faiblit depuis 2004; celui des élèves et apprentis de France voisine, qui suivent une formation professionnelle de base (duale ou en  cole), recule en 2007. Leur nombre restant néanmoins limité, leur part dans les effectifs n'en est pas modifiée pour autant.

Comme déjà observé par le passé et ainsi que l'indiquent les chiffres sur la nationalit ⁴, l'augmentation des flux des élèves, apprentis et étudiants vers Genève est liée au fait que des familles suisses ou étrangères (notamment de fonctionnaires internationaux) se sont installées ou s'installent en France voisine et dans le district de Nyon. Le développement de ces flux tient aussi à la présence des frontaliers qui peuvent mettre à profit leur connaissance du marché de l'emploi genevois et du canton de Genève pour orienter leurs enfants.

¹ Dans les statistiques publiées par l'Université de Genève, la distinction des étudiants en provenance de France par département n'est pas publiée. En 2007, 88 % des étudiants inscrits à l'Université de Genève, dont le domicile enregistré est en France, viennent de l'Ain et de la Haute-Savoie. Pour toutes les autres formations, le domicile en France des élèves, apprentis et étudiants se limite strictement aux deux départements de l'Ain et de la Haute-Savoie.

² Pour les formations universitaires, les hautes écoles spécialisées et autres formations professionnelles supérieures, le domicile enregistré dans les statistiques est celui au moment de l'obtention du diplôme ouvrant l'accès à la formation considérée. Pour toutes les autres, c'est le domicile effectif lors de l'année scolaire.

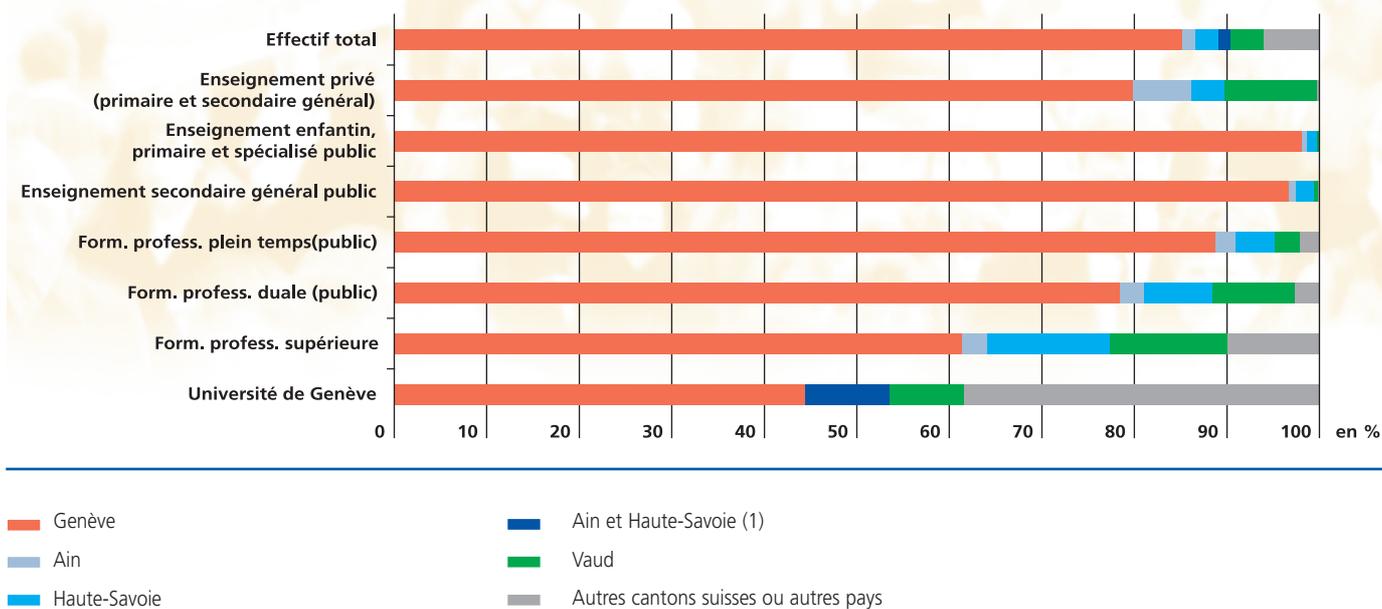
³ *Les élèves du bassin franco-valdo-genevois scolarisés à Genève*. SRED. Note d'information n  33 / Février 2008, Genève: SRED, 2008 (<http://www.ge.ch/sred/publications/notesinfo/NotesSRED33.pdf>).

⁴ La double nationalité n'étant pas enregistrée dans les fichiers administratifs, la variable sur la nationalité n'est pas pleinement significative.

Favorisées par la proximité géographique, certaines offres de formation genevoises répondent particulièrement aux attentes d'habitants de France voisine ou du canton de Vaud. Dans les formations professionnelles supérieures, le plus grand nombre de Français se forment en architecture paysagère, dans les soins infirmiers (infirmières, sages-femmes) ou le domaine musical (ex-Conservatoire de Genève). Dans le canton de Vaud, on s'intéresse davantage aux formations paramédicales ou de la petite enfance. Dans les formations professionnelles de base, les Français se forment en particulier dans les arts appliqués, l'horlogerie, le domaine socio-sanitaire (aide soignant, soins à domicile), la construction (ingénieur-architecte, monteur-électricien, monteur sanitaire, maçon). Les formations horticoles genevoises attirent les jeunes tant vaudois que français. A l'Université de Genève, on compte le plus grand nombre de Français dans les facultés des sciences ainsi que des sciences économiques et sociales; les étudiants en provenance du canton de Vaud sont principalement en psychologie et en sciences économiques et sociales. Enfin, l'enseignement privé (primaire et secondaire général) est bien fréquenté par les élèves français ou de toute autre nationalité, dont les parents résident dans l'Ain et le canton de Vaud.

**Architecture paysagère :
une formation prisée
par les Français**

Elèves, apprentis et étudiants scolarisés à Genève en 2007, selon leur domicile et la filière suivie



(1) Pas de distinction dans les statistiques de l'Université de Genève.

Projections démographiques 2005 - 2030

L'Observatoire statistique transfrontalier a mandaté le Service cantonal de recherche et d'information statistiques du canton de Vaud (SCRIS) pour établir des projections démographiques pour l'agglomération franco-valdo-genevoise. Le résultat de ces travaux fera l'objet d'une fiche de l'Observatoire détaillée, publiée en automne 2008. La Synthèse 2008 en présente d'ores et déjà un résumé.

Les projections de population ne sont pas des prévisions, mais des évolutions futures possibles, théoriques, qui ne se réaliseront que si les comportements démographiques correspondent aux hypothèses retenues. Elles donnent des pistes de réflexion pour l'avenir. Elles sont directement utilisées pour des calculs liés à l'évolution de la structure par âge de la population, en particulier dans la planification scolaire ou encore en matière de programmes d'équipements liés au vieillissement de la population.

**Des projections pour
l'agglomération franco-
valdo-genevoise**

Ces projections transfrontalières sont établies pour l'agglomération franco-valdo-genevoise définie par l'Observatoire statistique transfrontalier soit, au centre, le canton de G n ve et, à la périphérie, la zone d'emploi du Genevois français, partie Ain (Pays de Gex et Pays bellegardien) et partie Haute-Savoie, et le district de Nyon¹. Elles portent sur le périmètre actuel, alors qu'il est vraisemblable que, d'ici 2030, les limites de l'agglomération auront évolué. Les projections sont donc calculées à périmètre constant.

En 2005, l'INSEE a publié des projections pour l'agglomération franco-valdo-genevoise, résultat d'un assemblage de projections réalisées, d'une part, pour le canton de G n ve, d'autre part, pour le district de Nyon et, enfin, pour le Genevois fran ais².   la différence, les résultats présentés ici ont été élaborés conjointement, en tenant compte des interdépendances démographiques entre les différentes parties de l'agglomération. Les hypothèses prises en compte ont fait l'objet de concertations avec les représentants des quatre parties étudiées et avec l'INSEE Rhône-Alpes.

Les hypothèses qui sous-tendent les différents scénarios portent essentiellement sur les flux migratoires, eux-mêmes fortement dépendants de l'évolution de la conjoncture économique, qui est difficile à anticiper.

¹ Les limites de l'agglomération franco-valdo-genevoise selon l'Observatoire statistique transfrontalier ne coïncident pas exactement avec celles du projet d'agglomération; cependant, l'écart en terme de population entre les deux périmètres est inférieur à 2% en 2005.

² Agglomération transfrontalière franco-valdo-genevoise : autour de 900 000 habitants en 2025. INSEE Rhône-Alpes. La Lettre "Analyse" n 48 / Décembre 2005, Lyon : INSEE Rhône-Alpes, 2005.

1. Contexte démographique : trois particularités

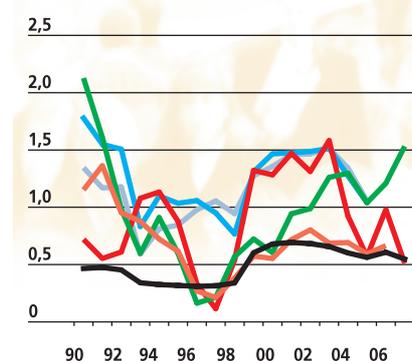
Tout d'abord, l'agglomération transfrontalière se situe dans une région démographique particulièrement dynamique :

- Les quatre territoires de l'espace transfrontalier présentent chacun des taux de croissance de population supérieurs à leur moyenne nationale respective. Entre 1999 et 2005, ces taux s'établissent, en moyenne annuelle, à + 1,3% dans le département de l'Ain, + 1,4% dans celui de Haute-Savoie, + 1,0% dans le canton de Vaud et + 1,3% dans celui de Genève. Ils s'établissent à + 0,6% tant pour la France que pour la Suisse.
- Le taux de croissance annuel moyen de la population de l'agglomération, + 1,4% entre 1999 et 2005, est supérieur à celui des quatre territoires de l'espace transfrontalier réunis (+ 1,2%), lui-même supérieur à celui des deux pays.
- Dans le canton de Genève, la croissance de la population est "contenue" par la pénurie de logements mais, entre 2001 et 2005, le nombre d'emplois a augmenté de 4,5% dans le canton.

Par ailleurs, les trois parties « périphériques » connaissent le double impact du départ des jeunes (aux âges de formation) et de l'arrivée de jeunes adultes d'âge actif.

Enfin, à Genève, la taille des ménages est, en moyenne, plus petite que dans les trois autres parties, qui accueillent proportionnellement plus de ménages familiaux avec enfants.

Taux de croissance annuels de la population, en France et en Suisse, en %

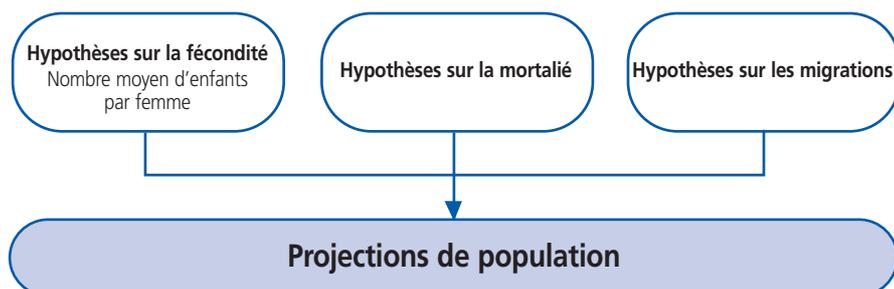


Source : OST, SCRIS

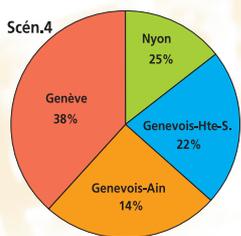
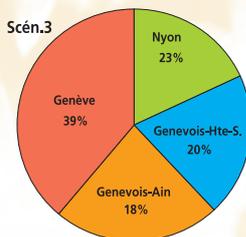
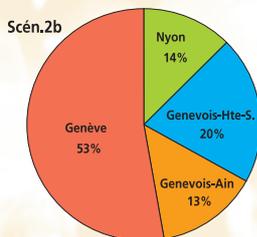
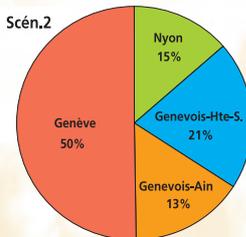
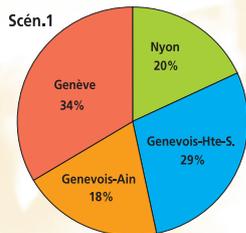


2. Hypothèses et scénarios

Chaque scénario est constitué d'un ensemble d'hypothèses qui portent sur la fécondité, la mortalité et les mouvements migratoires. L'évolution de la fécondité ou de la mortalité est prévisible. En revanche, les hypothèses sur les migrations sont beaucoup plus délicates à élaborer et ont, dans les faits, le plus d'influence sur les résultats.



Répartition du solde migratoire annuel moyen 2005-2030, en %, dans les quatre parties de l'agglomération, selon le scénario



Source : OST, SCRIS

Dans cette analyse, les projections sont construites à partir de l'état de la population résidente au 31 décembre 2005. En France, les données proviennent du dernier recensement de la population de 1999. Pour les années suivantes, de 2000 à 2005, elles résultent d'estimations. En Suisse, le dernier recensement de population date de décembre 2000. Pour les années suivantes, on dispose de statistiques annuelles de la population par commune.

Les hypothèses en chiffres

Fécondité en légère hausse

Pour l'agglomération, le nombre moyen d'enfants par femme est de 1,56 en 2005 et atteindrait 1,61 en 2030.

Mortalité en baisse sensible

L'hypothèse s'appuie sur un prolongement des tendances observées pour tous les scénarios. Entre 2005 et 2030, les hommes gagnent 4,2 années d'espérance de vie et les femmes 3,4.

Migrations variables selon les scénarios

Les hypothèses relatives aux migrations sont exprimées en termes de soldes migratoires (excédent des arrivées sur les départs) dans chaque partie de l'agglomération et par année. Le niveau des migrations va influencer non seulement sur l'évolution de la population totale mais aussi sur sa structure par âge. Toutefois, pour les catégories de population les plus âgées, moins sujettes aux migrations que les autres et dont les effectifs sont bien prévisibles, l'évolution est peu dépendante du scénario retenu.

Quatre scénarios et une variante

Scénario 1 : croissance démographique à la périphérie principalement

A Genève, la politique de densification et d'extension modérée des zones à bâtir, telle qu'elle est préconisée par l'actuel plan directeur cantonal, se poursuit jusqu'en 2030 : l'objectif de 1 600 logements construits par an est respecté.

Dans les autres parties de l'agglomération, la mise en œuvre des planifications régionales actuellement en vigueur (SCOT, plan directeur régional) favorise la densification des centres urbains (et, simultanément, la limitation de l'étalement); la capacité d'accueil offerte y est donc importante. Alors que, dans le Genevois français, la croissance démographique a été exceptionnellement forte sur la période 1999-2005, les hypothèses du scénario 1 supposent un ralentissement pour la période 2007-2015, puis une stabilisation à un niveau élevé. Dans le district de Nyon, les taux de croissance record actuellement observés (+ 2% chaque année) ne perdureront pas : à partir de 2007, retour progressif à un niveau moindre mais encore soutenu.

Scénario 2 : croissance démographique marquée au centre

Le souhait d'une croissance démographique plus équilibrée entre le centre et la périphérie inspire les orientations politiques (une préconisation inscrite dans le Projet d'agglomération). Grâce à la révision du plan directeur cantonal, le canton de Genève augmente fortement sa capacité d'accueil à moyen terme. Le rythme de construction de logements augmente progressivement et atteint une moyenne annuelle de 2 200 logements nouveaux à partir de 2015. Le solde migratoire se stabilise à + 2 600 par année dès 2020 (+ 3 500 entre 2001 et 2005).

Dans les autres parties de l'agglomération, la mise en œuvre de nouvelles planifications permet d'accroître la densification des centres urbains tout en bloquant l'étalement urbain. Mais la capacité d'accueil n'est que partiellement utilisée, du fait d'une moindre pression de la demande, induite par le développement du parc immobilier dans le canton de Genève. Toutefois, la croissance démographique se poursuit, notamment avec l'arrivée de familles, à la recherche de plus d'espace et de prix immobiliers plus faibles qu'au centre. De plus, le pays de Gex et le district de Nyon restent deux territoires prisés en particulier par les fonctionnaires internationaux.

Scénario 2b : en vue d'une croissance démographique forte au centre

La mise en œuvre du projet d'agglomération est accélérée, afin de répondre à une demande importante de logements, induite par une conjoncture économique très favorable. Dans ce cadre, le canton de Genève augmente plus rapidement son parc de logements : l'objectif du Plan directeur de l'habitat transfrontalier (PDHT), 2 500 logements construits par an, est atteint dès 2010 (il ne correspond toutefois pas au contexte légal et politique actuel).

Dans les autres parties de l'agglomération, les politiques de densification, de polarisation et de limitation de l'étalement urbain sont accentuées, ce qui permet d'augmenter significativement leur capacité d'accueil.

Alors qu'à court terme, l'effet démographique est essentiellement visible dans la périphérie de l'agglomération, à plus long terme, Genève connaît une augmentation de population. Autrement dit, dans ce scénario, qui s'accomplit dans une situation économiquement favorable, la réalisation des projets genevois contribue à dynamiser toute l'agglomération transfrontalière, qui accueille, en 2030, 21 000 habitants de plus que dans les scénarios 1 et 2.

Scénario 3 : élargissement du périmètre de l'agglomération

À Genève, la politique actuelle de densification et d'extension modérée des zones à bâtir n'est que partiellement mise en œuvre malgré la forte demande de logements et une conjoncture économique favorable. Par exemple, par suite de divers blocages, des projets importants sont redimensionnés, voire abandonnés, et l'objectif de 1 600 logements construits par an ne peut être respecté. Le solde migratoire tend vers + 1 200, juste au-dessous de celui du scénario 1.

Dans les autres parties de l'agglomération, les politiques de renouvellement urbain et de densification ne sont que partiellement appliquées; l'étalement urbain y restant limité, la demande est alors reportée à l'extérieur de l'agglomération. Il en résulte une extension du périmètre de l'agglomération transfrontalière genevoise.

Un scénario proche des visées politiques

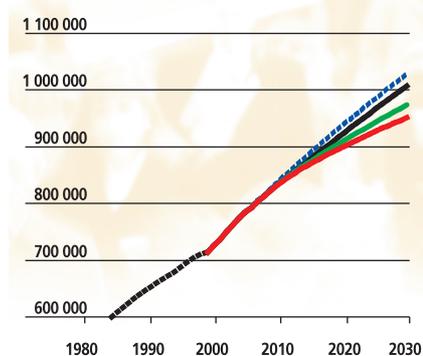
La demande de logement reportée à l'extérieur de l'agglomération

Solde migratoire dans l'agglomération franco-valdo-genevoise et ses quatre parties, selon le scénario, de 2005 à 2030 (moyenne annuelle)

	Scén. 1	Scén. 2	Scén. 2b	Scén. 3	Scén. 4
Genevois de l'Ain	+ 750	+ 570	+ 600	+ 560	+ 350
Genevois de Hte-Savoie	+ 1 190	+ 880	+ 980	+ 630	+ 540
District de Nyon	+ 820	+ 650	+ 690	+ 720	+ 600
Canton de Genève	+ 1 400	+ 2 130	+ 2 530	+ 1 210	+ 930
Agglomération	+ 4 160	+ 4 230	+ 4 800	+ 3 120	+ 2 420

Source : OST, SCRIS

Population dans l'agglomération franco-valdo-genevoise, de 1983 à 2030, selon le scénario



Source : OST, SCRIS

■ Scén. 1 et Scén. 2 ■ Scén. 3
■ Scén. 2b ■ Scén. 4

En conséquence, les taux de croissance dans les diverses parties de l'agglomération diminuent au profit de régions situées à l'extérieur du périmètre retenu pour cette étude. En Haute-Savoie, l'amélioration du réseau de transport (A41) permet de relier plus rapidement Annecy et Genève. Dans l'Ain, le sud du pays de Gex, Collonges et Bellegarde, ainsi que le bassin d'Oyonnax se développent. Côté suisse, l'influence de l'agglomération s'étend plus fortement au-delà du district de Nyon et s'entremêle avec le développement de l'agglomération lausannoise.

Bien que, pour le périmètre étudié, la croissance soit moindre que celle décrite pour le scénario 1, l'agglomération transfrontalière de Genève connaît, à l'horizon 2030, une croissance totale identique, mais dans un périmètre plus large.

Scénario 4 : croissance démographique ralentie par une conjoncture défavorable

La croissance économique fléchit dès 2010 et entraîne une diminution de la croissance démographique.

A Genève, cette dépréciation de la conjoncture économique et son impact sur le marché de l'emploi induisent le report de plusieurs projets immobiliers. Le solde migratoire reste faiblement positif (+ 800 par année).

Pour les autres parties de l'agglomération, dont le district de Nyon, où la proportion de résidents étrangers est importante, les soldes migratoires diminuent un peu plus. A noter toutefois que le nombre de fonctionnaires internationaux n'est pas directement lié à la situation économique.

Solde migratoire selon le scénario (voir chiffres et graphiques pages 22 et 23)

Pour les trois parties « périphériques » de l'agglomération transfrontalière de Genève (Genevois de l'Ain, Genevois de la Haute-Savoie et district de Nyon), l'apport migratoire le plus important correspond au premier scénario.

Dans le scénario 3 (extension territoriale de l'agglomération), les soldes migratoires diminuent dans les quatre parties du périmètre d'étude mais le périmètre de l'agglomération s'élargit. Il existe un plus fort potentiel de développement hors du périmètre d'étude en Haute-Savoie

Population en 2000, 2005, 2007 et, selon le scénario, en 2030, dans l'agglomération franco-valdo-genevoise et ses quatre parties (situation en fin d'année)

	2000 ¹	2005 ²	2007 ²	2030				
				Scén. 1	Scén. 2	Scén. 2b	Scén. 3	Scén. 4
Genevois de l'Ain	79 300	87 300	90 600	126 050	120 100	122 250	119 400	112 300
Genevois de Hte-Savoie	172 100	186 500	192 200	252 025	241 800	247 050	233 050	230 000
District de Nyon	71 100	78 000	81 900	113 200	108 300	109 400	110 425	106 300
Canton de Genève	413 600	441 000	447 600	516 125	537 300	549 300	510 725	502 300
Agglomération	736 100	792 800	812 300	1 007 400	1 007 500	1 028 000	973 600	950 900

¹ Pour le Genevois français de l'Ain ou de la Haute-Savoie, les chiffres proviennent du recensement de la population, réalisé en 1999.

² Pour le Genevois français de l'Ain ou de la Haute-Savoie, des estimations ont été réalisées en appliquant le scénario 1.

Source : OST, SCRIS

(en direction de Thonon, Bonneville et Annecy) que dans les autres parties. Toutefois, dans l'Ain, le développement peut s'étendre côté Bellegarde et, dans le canton de Vaud, il peut se renforcer dans l'Arc lémanique.

Pour les deux parties du Genevois français, le solde migratoire est plus faible pour le scénario 4 que pour le scénario 2; autrement dit, l'impact d'une conjoncture défavorable est plus important que celui du développement du parc immobilier genevois.

3. Principaux résultats

A quand le million d'habitants dans l'agglomération franco-valdo-genevoise ?

Le chiffre emblématique du million d'habitants serait atteint en 2027 si le scénario 2b se réalisait et en 2030 si c'était le cas des scénarios 1 et 2.

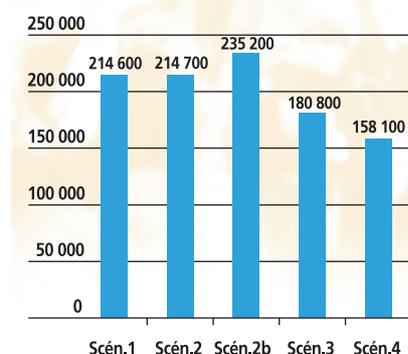
Dans les scénarios 3 ou 4, en extrapolant les tendances observées, c'est vers 2035 (scénario 3) ou 2043 (scénario 4) que le million d'habitants serait atteint dans le périmètre d'étude, sachant que le scénario 4 postule une conjoncture économique défavorable qui n'est pas envisageable sur une aussi longue période.

En 25 ans, 20 à 30 % de population en plus dans l'agglomération

Entre 2005 et 2030, la population de l'agglomération pourrait augmenter de 20 à 30% selon la scénario, soit 158 000 à 235 000 habitants supplémentaires.

Si, pour l'agglomération toute entière, les deux premiers scénarios sont très proches, ce n'est pas le cas pour chacune de ses parties : le premier scénario est le reflet des tendances actuellement observées dans l'évolution des parcs immobiliers; le deuxième illustre une densification des logements dans le canton de Genève, accompagnée d'une diminution de la pression démographique dans les trois parties périphériques.

Accroissement total de la population dans l'agglomération franco-valdo-genevoise, selon le scénario, de 2005 à 2030



Source : OST, SCRIS

Accroissements total et relatif de la population dans l'agglomération franco-valdo-genevoise et ses quatre parties, selon le scénario, de 2005 à 2030¹

	Scén. 1	Scén. 2	Scén. 2b	Scén. 3	Scén. 4
■ Genevois de l'Ain	38 725 (44%)	32 800 (38%)	34 950 (40%)	32 100 (37%)	25 000 (29%)
■ Genevois de Hte-Savoie	65 500 (35%)	55 300 (30%)	60 550 (32%)	46 500 (25%)	43 500 (23%)
■ District de Nyon	35 225 (45%)	30 300 (39%)	31 400 (40%)	32 450 (42%)	28 300 (36%)
■ Canton de Genève	75 150 (17%)	96 300 (22%)	108 300 (25%)	69 750 (16%)	61 300 (14%)
■ Agglomération	214 600 (27%)	214 700 (27%)	235 200 (30%)	180 800 (23%)	158 100 (20%)
■ Hors agglomération	-	-	-	34 000	-

¹ Rappel : pour le Genevois français, la population a été estimée en 2005 en appliquant le scénario 1.

Source : OST, SCRIS

En raison de l'établissement de nombreux ménages avec enfants, la croissance relative des trois parties périphériques de l'agglomération reste importante quel que soit le scénario. Le Genevois de l'Ain et le district de Nyon connaissent des taux d'accroissement élevés, notamment dans le scénario 1 (respectivement + 39% et + 38%).

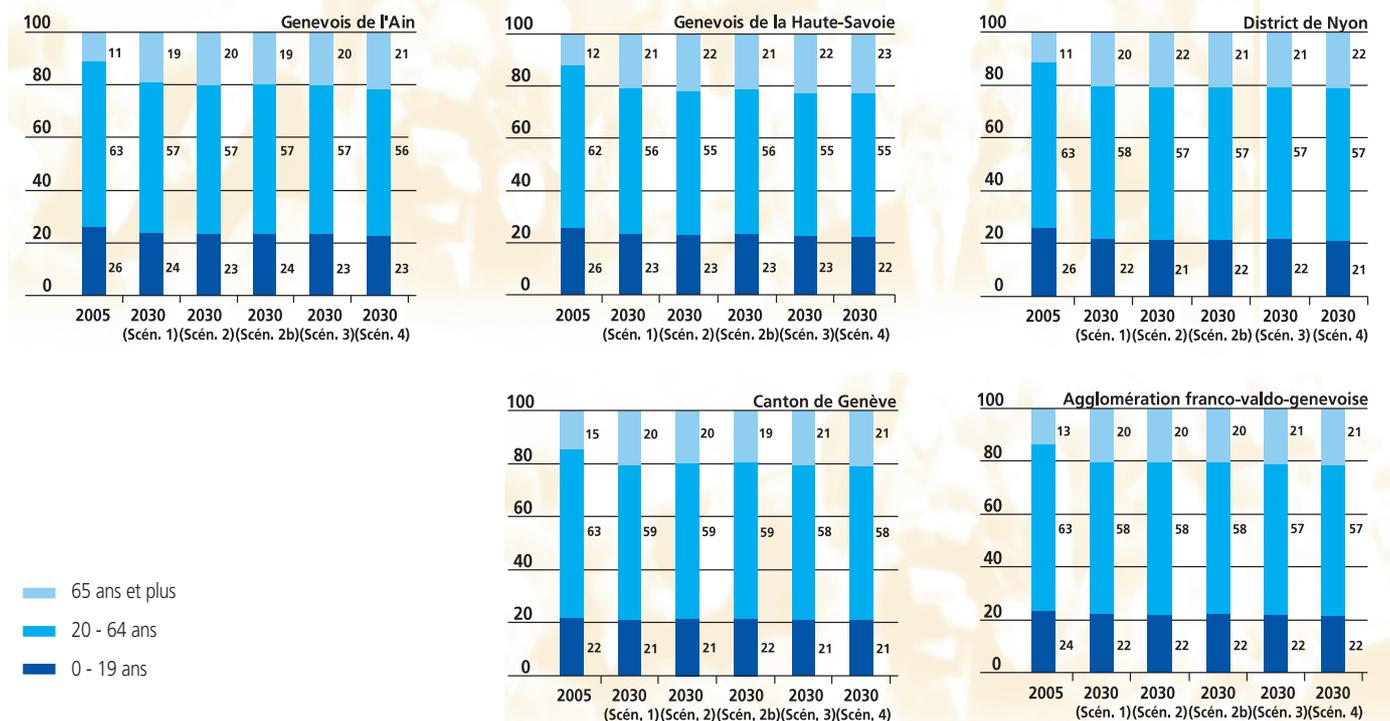
Comme déjà indiqué, l'impact d'une dégradation de la conjoncture économique sur la croissance de la population est plus fort que l'impact de variations dans les politiques d'urbanisation, comme le montre le scénario 4.

Ce sont le Genevois de l'Ain (Pays de Gex) et le district de Nyon qui, dans les trois scénarios caractérisés par une conjoncture économique favorable, devraient connaître les taux d'accroissement démographiques les plus élevés et les moins fluctuants. En effet, le Pays de Gex est soumis à des limites géographiques fortes et, comme le district de Nyon, bénéficie de l'établissement de nombreux fonctionnaires internationaux. En 2007, parmi les personnes employées de façon permanente dans les organisations internationales, près de 44% vivent en France et plus de 7% vivent en Suisse hors du canton (principalement dans le district de Nyon).

Un vieillissement marqué de la population quel que soit le scénario

Dans l'agglomération franco-valdo-genevoise, plus d'une personne sur cinq aura plus de 65 ans en 2030. L'augmentation de la part de cette tranche d'âges est important, atteignant les

Répartition de la population par groupe d'âges, en %, dans l'agglomération franco-valdo-genevoise et ses quatre parties, en 2005 et, selon le scénario, en 2030



Source: OST, SCRIS

mêmes valeurs que celle des «moins de 20 ans» à l'horizon 2030.

Autre façon de mesurer ce vieillissement, le rapport de dépendance des «plus de 65 ans» (leur nombre rapporté à celui de la population potentiellement active des «20-64 ans»), passe de 21 % en 2005 à 35 % en 2030 dans l'agglomération transfrontalière.

Le vieillissement de la population est plus fort dans les trois parties périphériques de l'agglomération (Genevois de l'Ain, Genevois de la Haute-Savoie et district de Nyon) que dans le canton de Genève. Si l'on considère spécifiquement la population de 80 ans ou plus, les résultats montrent qu'elle va presque tripler à l'horizon 2030 dans le Genevois de la Haute-Savoie et plus que tripler dans le district de Nyon.

Le rapport de dépendance global (nombre des «moins de 20 ans» et des «plus de 65 ans», rapporté à celui de la population potentiellement active des «20-64 ans») passe, pour l'agglomération, de 59%, en 2005, à 75% en 2030, ce qui signifie l'on comptera trois personnes inactives pour quatre actives en 2030. Selon les projections, ce rapport passe même de 61% (2005) à 82% pour le Genevois de la Haute-Savoie, en 2030. Enfin, les résultats mettent en évidence un vieillissement au sein même de la population potentiellement active, illustré par la croissance plus importante du groupe des «40-64 ans» par rapport à celle du groupe des «20-39 ans».

**Les "plus de 65 ans"
dans l'agglomération :
13% en 2005, 21% en 2030**

Des rythmes de croissance différenciés, un équilibre global inchangé

La croissance de la population dans les différentes parties de l'agglomération se fait au même rythme que celle de leurs territoires de référence respectifs. A l'horizon 2030, le «poids» de chaque partie de l'agglomération sera sensiblement le même qu'en 2005.

Dans l'agglomération transfrontalière, les trois parties formées par le Genevois français de l'Ain, celui de la Haute-Savoie et le district de Nyon vont croître à un rythme plus soutenu que le canton de Genève. Pour autant, à l'horizon 2030, le «poids» de chaque partie de l'agglomération sera sensiblement le même qu'en 2005.

Parties de l'agglomération franco-valdo-genevoise : poids démographique en %, en 2005 et, selon trois scénarios, en 2030¹

	2005	2030		
		Scén. 1	Scén. 2b	Scén. 4
<i>Dans leur propre territoire de référence (départements et cantons)</i>				
Genevois de l'Ain	15	17	16	16
Genevois de Hte-S.	27	28	27	27
District de Nyon	12	14	13	14
<i>Dans l'agglomération</i>				
Canton de Genève	55	51	53	53
Genevois de l'Ain	11	13	12	12
Genevois de Hte-S.	24	25	24	24
District de Nyon	10	11	11	11
Ensemble de la périphérie	44	49	47	47

¹ Le choix porte sur ceux avec l'accroissement démographique le plus faible (4) ou le plus fort (2b) et, à titre de repère, sur le scénario 1.

Source : OST, SCRIS

Remerciements

Cette Synthèse 2008 a été réalisée avec la collaboration des institutions ou services suivants :

Service cantonal de recherche et d'information statistiques du canton de Vaud (SCRIS)

Service de la recherche en éducation du canton de Genève (SRED)

Université de Genève

Direction générale de la mobilité du canton de Genève

Direction régionale de l'équipement Rhône-Alpes

Directions départementales de l'équipement de l'Ain et de la Haute-Savoie

Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Rhône-Alpes

Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, de l'Ain et de la Haute-Savoie

Agence nationale de l'emploi de l'Ain et de la Haute-Savoie

Direction des Etudes et des Statistiques de l'Unédic

Caisse des allocations familiales (CNAF et CAF)

SNCF - DTER Rhône-Alpes

Créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, l'Observatoire statistique transfrontalier de l'espace franco-valdo genevois, qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT) et l'INSEE Rhône-Alpes. Le Service cantonal de recherche et d'information statistiques du canton de Vaud (SCRIS) met à disposition ses données.

Institué en 2001 dans la perspective de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux afin d'en mesurer les effets, ceux-ci ne pouvant que grandir avec les étapes successives d'application, l'Observatoire répond aussi aux besoins d'information nécessaires à la description, à la compréhension et au pilotage d'une région frontalière en développement. Son observation se fait à deux échelles : d'une part, l'espace transfrontalier (les quatre territoires) et, d'autre part, l'agglomération franco-valdo-genevoise, celle-ci pouvant donc être située dans son cadre de référence institutionnel. De l'un comme de l'autre, l'Observatoire s'attache à fournir une vision homogène et circonstanciée, sans rupture aux frontières.

Pour ce faire, l'Observatoire statistique transfrontalier utilise les données de la statistique publique, les associe et les valorise dans le respect des règles de la profession et, le cas échéant, met en œuvre des techniques statistiques complexes pour élaborer des informations très spécialisées.

En 2008, outre cette Synthèse annuelle et son dossier sur les principaux résultats des Projections démographiques transfrontalières 2005-2030, plusieurs contributions ont été ou seront mises à disposition :

- *L'espace transfrontalier du Genevois dans un contexte européen (Fiche thématique n° 9')*
- *L'équipement commercial dans l'espace transfrontalier franco-valdo-genevois, (Fiche thématique n° 12')*
- *Projections démographiques pour l'agglomération transfrontalière de Genève 2000-2030 (Fiche thématique à paraître)*
- *L'offre hôtelière dans l'espace transfrontalier franco-valdo-genevois (Fiche thématique à paraître)*
- *Le développement économique transfrontalier - compléments (Fiche thématique à paraître)*

Toutes les publications sont à disposition sur le site Internet de l'Observatoire (www.statregio-francosuisse.net).

Pour toute information :

Institut national de la statistique (INSEE)
Direction régionale de Rhône-Alpes
165, rue Garibaldi - 69401 Lyon Cedex 03
Téléphone : 0033(0) 478 63 28 15
Télécopie : 0033(0) 478 63 25 25
Messagerie : insee-contact@insee.fr
Internet : www.insee.fr/rhone-alpes

Office cantonal de la statistique (OCSTAT)
82, route des Acacias
Case postale 1735 - 1211 Genève 26
Téléphone : 0041(0) 22 388 75 00
Télécopie : 0041(0) 22 388 75 10
Messagerie : statistique@etat.ge.ch
Internet : www.ge.ch/statistique



• Responsable de la publication : Dominique Frei, directeur de l'OCSTAT	• Edition septembre 2008	
• Tirage : 3 500 exemplaires	• Impression : Atar Roto Presse, Genève	• Graphisme : OCSTAT
• Données de références 2006/07	• ISBN : 978-2-11-097061-9	• Code Sage - OBSTHS728

• COMMANDES	INSEE Rhône-Alpes	OCSTAT-Genève
• Publication	Prix : 15.- €	Prix : 25.- CHF
Copyright INSEE - OCSTAT		